



Convention

Commune de

Travaux de création ou de rénovation d'éclairage d'un stade

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Commune de XXXX dont le siège est XXXXX – 24 000 XXXX, représentée par son Maire en exercice, M. ou Mme XXXXX, dûment habilité aux présentes en vertu de la délibération du, ci-après dénommée "la Commune" d'une part,

ET :

Le Syndicat Départemental d'Energies de la Dordogne dont le siège est situé 7 allées de Tourny – 24000 PERIGUEUX, représentée par son Président en exercice, Monsieur Philippe DUCENE, dûment habilité aux présentes en vertu de la délibération du XXX, ci-après dénommée "le SDE 24"

d'autre part,

IL A ETE TOUT D'ABORD EXPOSE CE QUI SUIT :

PREAMBULE

L'éclairage des stades est spécifique car il ne fait pas partie de la compétence éclairage public et est situé sur le domaine privé des communes. De plus les typologies de matériels installés sont très variables (hauteur des mâts, puissance des lampes, ...)

La commune de XXX souhaite réaliser des travaux d'éclairage sur le stade XXXX qui consistent à créer/rénover l'éclairage du terrain d'entraînement/d'honneur.

Le SDE 24 est habilité en vertu de ses statuts à assurer des prestations et à mettre ses moyens à disposition pour ses communes membres, dans des domaines liés à l'objet syndical. Elle peut donc assurer la conduite de cette opération pour le compte de la commune.

La présente convention définit la nature, les conditions de réalisation et de financement de l'opération ainsi que les modalités de remise des ouvrages réalisés.

CELA EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Envoyé en préfecture le 19/11/2020

Reçu en préfecture le 19/11/2020

Affiché le 19/11/2020



ID : 024-252401476-20201029-2020102914-DE

Article 1 - Objet

La présente convention a pour objet, de confier au SDE 24, qui l'accepte, le soin de réaliser, au nom et pour le compte de la Commune de xxx et dans les conditions fixées ci-après la réalisation des travaux de création/rénovation de l'éclairage du stade XXXX.

Le SDE 24 s'engage à réaliser l'opération dans le strict respect du projet validé par la commune.

Dans le cas où, au cours de la mission, des sujétions techniques imprévisibles et exceptionnelles nécessiteraient une modification substantielle du projet et du coût des travaux, un avenant à la présente convention devra être conclu.

Dans le cadre de cette assistance, le SDE 24 ne percevra aucune rémunération.

Article 2 - Durée et délais

La présente convention prend effet à compter de sa notification.

A partir de cette date, le SDE 24 succède à la commune dans ses droits et obligations vis-à-vis des tiers pour l'exécution des missions qui lui sont confiées par la présente convention.

Elle prendra fin à la réception des travaux.

Article 3 - Contenu de la mission

La mission du SDE24 porte sur les éléments suivants :

- 1) Définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'opération sera réalisée,
- 2) Procédure et passation des marchés,
- 3) Signature et gestion des marchés,
- Versement de la rémunération des entreprises,
- Réception des travaux,
- 4) Gestion financière et comptable de l'opération en phase études et travaux,
- 5) Gestion administrative,
- 6) Action en justice,

Et d'une manière générale, tous actes afférents aux attributions mentionnées ci-dessus.

Article 4 - Modalités financières

La commune s'engage à assurer le financement de l'opération sur la base de l'estimation prévisionnelle.

Elle devra justifier lors de la signature de la convention, de l'inscription budgétaire de la dépense au budget communal. Coût estimatif et clé de répartition en Annexe 1.

En cas de dépassement de la masse initiale (avenant), le SDE 24 s'engage à prévenir la commune avant de délivrer l'ordre de service à l'entreprise. Le montant des travaux supplémentaires sera alors précisé.

Le SDE 24 prendra en charge les études directement liées à l'éclairage (hors études de sol et de solidité), si elles sont suivies de travaux. Si les travaux correspondants ne sont pas réalisés, le coût des études sera répercuté à la commune.

Envoyé en préfecture le 19/11/2020

Reçu en préfecture le 19/11/2020

Affiché le 19/11/2020



ID : 024-252401476-20201029-2020102914-DE

Dépenses incombant à la commune

Le montant total des dépenses prévisionnelles incombant à la commune s'élève à XXXX € HT.

Néanmoins, en cas de dépassement de la masse initiale des travaux, le SDE 24 s'engage à en avertir la commune.

L'assistance apportée par le SDE 24 n'est pas rémunérée. Le SDE24 conserve à sa charge, ses frais internes de Maîtrise d'Ouvrage. En l'absence de rémunération, il n'est pas prévu de pénalités applicables au SDE 24 en cas de méconnaissance de ses obligations au titre de cette assistance.

Modalités de paiement

La commune versera un acompte de 50% des dépenses prévisionnelles à la signature de la présente et le solde sera réglé à la réception des travaux.

Le SDE 24 fournira à la commune un décompte final faisant apparaître :

- a) Le montant total des dépenses (HT) supportées par le SDE 24 pour le compte de la commune,
- b) Le montant de l'acompte versé par la commune,
- c) Le montant du versement demandé par le SDE 24, qui correspond au total diminué du montant de l'acompte.

En cas de désaccord entre la commune et le SDE 24 sur le montant des sommes dues, la commune mandatera, dans le délai ci-dessous, les sommes qu'elle a admises. Le complément éventuel sera mandaté après règlement du désaccord.

Le mandatement du solde de l'opération interviendra au plus tard dans les deux mois suivant la réception des travaux.

Fonds de Compensation de la T.V.A.

Le SDE 24 sera bénéficiaire du FCTVA.

Le SDE 24 assurant le paiement des prestations, il prendra à sa charge la TVA, et bénéficiera du FCTVA sur le montant de l'opération. Les titres de recettes adressés à la commune seront établis en HT.

Article 5 - Contrôle financier et comptable

La commune pourra demander à tout moment au SDE 24 la communication de toutes les pièces et contrats concernant l'opération.

En fin de mission conformément à l'article 9, le SDE 24 établira et remettra à la commune un bilan général de l'opération qui comportera le détail de toutes les dépenses et des paiements résultant des pièces justificatives et la possession de toutes ces pièces justificatives.

Envoyé en préfecture le 19/11/2020

Reçu en préfecture le 19/11/2020

Affiché le 19/11/2020



ID : 024-252401476-20201029-2020102914-DE

Article 6 - Contrôle administratif et technique

La commune se réserve le droit d'effectuer à tout moment les contrôles techniques et administratifs qu'elle estime nécessaires. Le SDE 24 devra donc laisser libre accès à la commune et à ses agents à tous les dossiers concernant l'opération.

Toutefois la commune ne pourra faire ses observations qu'au SDE 24 et en aucun cas aux titulaires des contrats auxquels le SDE 24 a souscrit.

Règles de passation des contrats

Le SDE 24 est chargé, dans le respect des règles prévues par le Code de la commande publique, de procéder à l'organisation de l'ensemble des opérations de mise en concurrence.

Accord sur la réception des dossiers d'étude et des ouvrages

Le SDE 24 est tenu d'obtenir l'accord préalable de la commune avant de prendre la décision de réception de l'ouvrage. En conséquence, les réceptions d'ouvrage seront organisées par le SDE 24, selon les modalités suivantes.

La commune sera conviée aux opérations préalables à la réception où elle pourra faire part de ses observations.

La décision de réception sera prise conjointement par la Commune et le SDE 24.

La réception emporte transfert à la commune de la garde des ouvrages.

Article 7 - Mise à disposition des ouvrages à la commune

Après réception, la commune récupère la propriété des ouvrages. Elle devra alors en assurer la maintenance, le dépannage, l'entretien et les contrôles et vérifications réglementaires obligatoires.

Article 8 - Achèvement de la mission

La mission du SDE 24 prend fin à la réception des travaux ou par la résiliation de la convention dans les conditions fixées à l'article 10.

Le suivi de la levée des éventuelles réserves après réception sera assuré par le SDE 24.

Si à la date de la réception, il subsiste des litiges entre la SDE 24 et certains de ses cocontractants au titre de l'opération, le SDE 24 est tenu de poursuivre les procédures engagées par ses soins.

Envoyé en préfecture le 19/11/2020

Reçu en préfecture le 19/11/2020

Affiché le 19/11/2020



ID : 024-252401476-20201029-2020102914-DE

Article 9 - Mesures coercitives - Résiliation

- 1) Si le SDE 24 est défaillant et après mise en demeure infructueuse, la commune peut résilier la présente convention sans indemnité pour le SDE 24.
- 2) Dans le cas où la commune ne respecte pas ses obligations, le SDE 24 après mise en demeure restée infructueuse a droit à la résiliation de la présente convention sans indemnité pour la commune.
- 3) Dans les deux cas qui précèdent, la résiliation ne peut prendre effet qu'un mois après notification de la décision de la résiliation par lettre recommandée avec accusé de réception. Il est procédé immédiatement à un constat contradictoire des prestations effectuées par le SDE 24 et des travaux réalisés. Le constat contradictoire fait l'objet d'un procès-verbal qui précise en outre les mesures conservatoires que le SDE 24 doit prendre pour assurer la conservation et la sécurité des prestations et travaux exécutés.

Article 10 - Capacité d'ester en justice

Le SDE 24 pourra agir en justice pour le compte de la commune jusqu'à la réception des travaux, aussi bien en tant que demandeur que défendeur. Le SDE 24 devra, avant toute action, demander l'accord de la commune.

Cependant, aucune action en matière de garantie décennale n'est du ressort du SDE 24.

Article 11 - Assurances / Responsabilité

Le SDE 24 s'engage à supporter seul toutes les conséquences pouvant résulter de la conduite du chantier.

Le SDE 24 fait son affaire personnelle de toutes les actions tendant à l'indemnisation des préjudices occasionnés à des tiers ou à des cocontractants à l'occasion du chantier, sauf à exercer tout recours qu'il jugera utile.

Le SDE 24 fera son affaire des assurances en responsabilité civile auprès des tiers et des riverains et dégage la commune de toutes responsabilités dans ce domaine.

Article 12 - Litiges

Les parties cocontractantes conviennent de mettre en œuvre tous les moyens dont elles disposent pour résoudre de façon amiable tout litige qui pourrait survenir dans l'appréciation de l'interprétation de cette convention. Si toutefois un différend ne pouvait faire l'objet d'une conciliation entre les parties, il serait soumis au tribunal administratif de Bordeaux.

Fait en trois exemplaires originaux à PERIGUEUX
Le

Pour le SDE 24
Le Président,
Philippe DUCENE

Pour la Commune
Le Maire,
Xx XXX

Envoyé en préfecture le 19/11/2020

Reçu en préfecture le 19/11/2020

Affiché le 19/11/2020



ID : 024-252401476-20201029-2020102914-DE

ANNEXE 1 - Coût prévisionnel et clé de répartition

Projet

Envoyé en préfecture le 19/11/2020

Reçu en préfecture le 19/11/2020

Affiché le 19/11/2020



ID : 024-252401476-20201029-2020102914-DE